



3^e trimestre 2015 : une reprise désormais tangible mais toujours sans effet sur le marché du travail

Malgré un contexte macroéconomique porteur pour l'activité des entreprises, la hausse de l'emploi constatée au 2^e trimestre ne se confirme pas au 3^e trimestre. Tous les secteurs, à l'exception des services marchands, accusent une baisse de l'emploi.

Pour autant, ces baisses sont généralement moins marquées qu'en France métropolitaine et le décalage entre la situation bretonne et la situation nationale semble continuer de se résorber.

Ce n'est malheureusement pas le cas dans le commerce, qui continue de perdre des emplois en Bretagne alors qu'il se stabilise en moyenne nationale.

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa progression. Le taux de chômage repart à la hausse mais la Bretagne reste toujours parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage.

Amorcée au trimestre précédent, la reprise dans la construction semble se confirmer, aussi bien pour les permis de construire que pour les mises en chantier.

Par ailleurs, les indicateurs de démographie d'entreprises sont de nouveau porteurs avec une reprise des créations et une diminution des défaillances.

Enfin, la fréquentation touristique poursuit son embellie ce trimestre grâce aux bonnes conditions climatiques.

Hervé Bovi, Insee

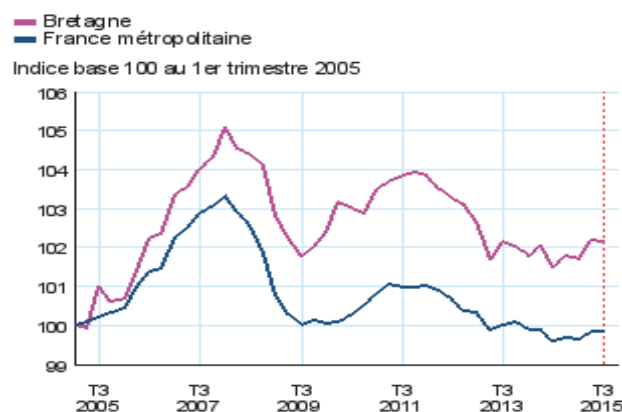
Emploi : l'embellie ne se confirme pas

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands se stabilise au 3^e trimestre 2015 (*figure 1*). En Bretagne, le constat est identique avec moins de 200 emplois détruits. Seul le tertiaire marchand affiche une hausse compensée par une baisse dans tous les autres secteurs d'activité. La progression de l'emploi observée au 2^e trimestre (+ 0,4 %) ne se confirme pas. Hors intérim, l'emploi salarié est stable également au cours du 3^e trimestre.

Dans les **services marchands hors intérim**, l'emploi enregistre une nouvelle hausse, dans la tendance des trimestres précédents. Il augmente de 0,3 % et le secteur gagne près de 1 000 emplois au 3^e trimestre 2015 (*figure 2*). Plus de 5 000 emplois sont créés dans le secteur en un an. À nouveau, tous les secteurs des services marchands contribuent à cette hausse. L'hébergement et la restauration et le secteur des services aux entreprises enregistrent les hausses les plus fortes, gagnant respectivement 360 et 290 emplois (soit + 0,9 % et + 0,3 %). Les autres secteurs progressent plus faiblement, créant moins de 100 emplois chacun. En prenant en compte l'intérim, l'emploi dans les services marchands non agricoles progresse également de plus de 900 emplois, le secteur des transports et de l'entreposage étant le seul à enregistrer une légère baisse. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la

hausse de l'emploi dans les services marchands hors intérim est inférieure à celle de la région (+ 0,1 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

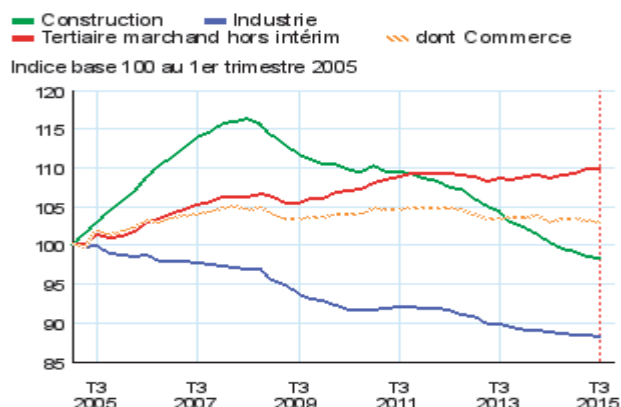


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières. Données trimestrielles (données provisoires pour le troisième trimestre 2015).

Source : Insee, estimations d'emplois

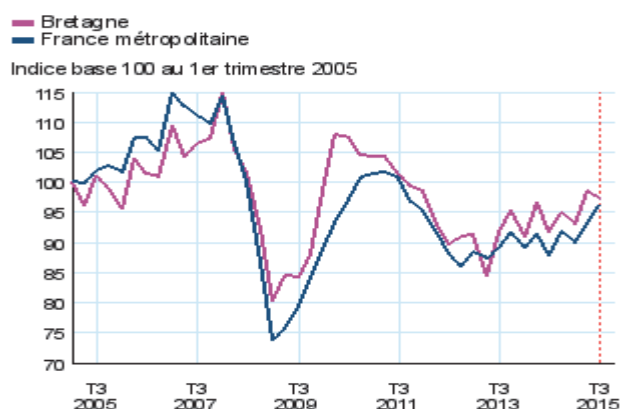
L'emploi **intérimaire** reste très volatile et repart à la baisse au 3^e trimestre (-360 emplois, soit -1,1 %) après la forte hausse du trimestre précédent (figure 3). Les emplois perdus dans l'intérim sont plus importants que le nombre total d'emplois salariés détruits dans la région. Néanmoins, l'emploi intérimaire est en hausse de 6,1 % par rapport au 3^e trimestre 2014. En France métropolitaine, l'intérim poursuit sa hausse (+3 %).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



L'emploi dans l'**industrie**, hors intérim, poursuit sa baisse entamée en 2014 et diminue de 0,1 % dans la région. Cela correspond à une perte de 250 emplois. En revanche, l'emploi dans les industries agroalimentaires chute ce trimestre, avec une baisse de 0,6 %. Néanmoins, cette diminution ne fait qu'annuler les hausses des trois trimestres précédents, l'emploi dans les industries agroalimentaires étant stable sur un an. L'emploi progresse dans tous les autres secteurs industriels, sauf celui de la fabrication d'autres produits industriels où il décroît légèrement. Les gains sont particulièrement forts dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques et de la fabrication de machines (+0,8 % soit +150 emplois). En intégrant l'intérim, les besoins en main-d'œuvre de l'industrie diminuent de l'équivalent de 740 emplois, les industries agroalimentaires perdant alors plus de 1 000 postes. En France métropolitaine, l'emploi industriel enregistre une contraction plus importante que dans la région (-0,5 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



La tendance à la baisse se poursuit également dans la **construction**, mais de façon moins marquée. L'emploi salarié hors intérim se contracte de 0,2 % au 3^e trimestre et le secteur perd ainsi 130 emplois supplémentaires. En intégrant l'intérim, l'emploi dans la construction ne diminue plus et crée même 40 postes. Le recul de l'emploi dans la construction est plus marqué sur l'ensemble de la France métropolitaine (-0,8 %).

De même, l'emploi dans le **commerce** poursuit sa baisse amorcée en 2014, perdant près de 410 emplois au 3^e trimestre 2015 (-0,3 %). En tenant compte de l'intérim, l'emploi dans le secteur diminue davantage au niveau régional (560 emplois détruits). Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la situation de l'emploi dans le commerce se stabilise.

À l'échelle départementale, l'emploi salarié est en hausse dans le Finistère (+840 emplois) et en Ile-et-Vilaine (+330 emplois). À l'inverse, il diminue de façon marquée (-0,5 %) dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan, qui perdent respectivement 580 et 750 emplois.

Dans les Côtes-d'Armor, seuls les services marchands hors intérim progressent (+0,2 %). L'emploi salarié est stable dans le commerce et en baisse dans la construction (-0,4 %) et l'industrie (-0,3 %). Les emplois intérimaires y diminuent de 8 %, cette chute constituant 86 % des emplois perdus dans le département.

La situation est plus favorable dans le Finistère, l'emploi salarié y progressant de 0,5 %. L'emploi intérimaire et les services marchands hors intérim portent cette hausse, gagnant respectivement 400 et 620 emplois (+5,6 % et +0,8 %). Le commerce progresse également légèrement, alors que l'emploi baisse dans la construction (-0,5 %) et dans l'industrie (-0,4 %). Les industries agroalimentaires supportent l'essentiel de cette baisse avec une perte de 140 emplois.

En Ile-et-Vilaine, les pertes d'emplois sont marquées dans le commerce (-200 emplois). C'est également le cas pour l'intérim, qui diminue de 1,6 %. En revanche, l'emploi est en hausse dans les autres secteurs. Les gains sont particulièrement importants dans les services marchands hors intérim (+0,3 %) et l'industrie (+0,5 %) qui créent respectivement 350 et 290 emplois. La construction progresse quant à elle de 0,4 %, gagnant 90 emplois dans le département.

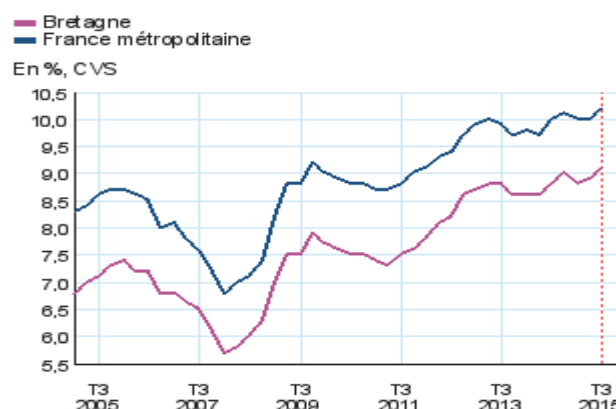
Enfin, dans le Morbihan, l'emploi salarié baisse dans tous les secteurs. Le commerce est particulièrement touché avec une perte de 270 emplois (-0,8 %) ainsi que l'industrie (-0,7 %) qui détruit 270 emplois. L'impact est plus limité dans la construction (-80 emplois), dans les services marchands hors intérim, et dans l'intérim, en baisse de 1,2 %, soit 80 emplois détruits également.

Le taux de chômage repart à la hausse

Au 3^e trimestre 2015, le taux de chômage en Bretagne est en hausse de 0,2 point, à 9,1 % de la population active (figure 4). En France métropolitaine, il augmente dans les mêmes proportions et atteint 10,2 %. La Bretagne figure toujours, avec l'Île-de-France, les Pays de la Loire et la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes, au premier rang des régions ayant le plus faible taux de chômage.

Ce trimestre, le taux de chômage augmente dans tous les départements. Le Finistère enregistre la hausse la plus importante (+0,3 point), alors que le taux de chômage croît de 0,2 point dans les trois autres départements. Il se situe à 9,7 % dans le Morbihan, 9,5 % dans le Finistère, 9,4 % dans les Côtes-d'Armor et 8,2 % en Ile-et-Vilaine.

4 Taux de chômage



Le nombre de demandeurs d'emploi augmente toujours

En Bretagne, fin septembre 2015, 258 840 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C, soit 0,5 % de plus qu'à la fin juin. L'augmentation régionale est semblable à celle observée en France métropolitaine. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A, B ou C progresse de 7 % au niveau régional et de 5,8 % au niveau national.

Cette croissance du nombre de demandeurs d'emploi au 3^e trimestre concerne particulièrement les personnes de 50 ans ou plus, dont le nombre augmente de 2,7 % par rapport au 2^e trimestre 2015. Sur un an, cette hausse reste également plus forte que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi (+ 10,3 %). À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi chez les jeunes de moins de 25 ans diminue de 3,2 % au 3^e trimestre 2015, limitant ainsi la hausse à 3,1 % sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée croît de 3,3 % sur un trimestre et de 13,1 % sur un an.

Au niveau infrarégional, au 3^e trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C augmente dans tous les départements sauf dans les Côtes-d'Armor où il est stable. La hausse est limitée en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan (+ 0,3 %) mais plus importante dans le Finistère où elle atteint 1,2 %. Sur un an, la hausse varie de 5,9 % pour les Côtes-d'Armor à 7,5 % pour le Finistère. Elle atteint 6,9 % dans le Morbihan et 7,4 % en Ille-et-Vilaine.

Des signes toujours encourageants pour la construction neuve

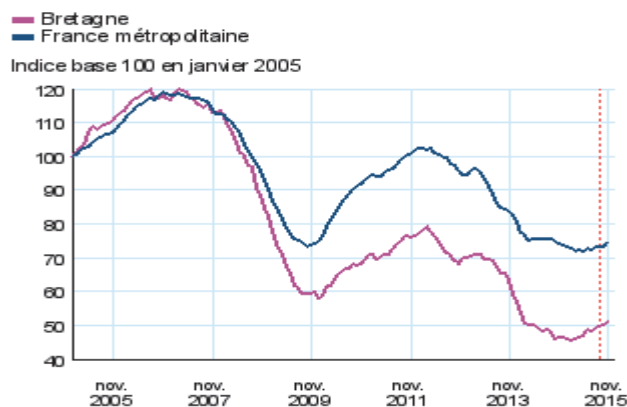
Les signes de reprise observés au trimestre précédent semblent se poursuivre au 3^e trimestre 2015. Les logements autorisés sont à nouveau en hausse avec une augmentation plus marquée qu'au niveau national. Le nombre de logements commencés croît également.

En cumul sur 12 mois, 18 800 logements ont été autorisés en Bretagne, soit une hausse de 2,2 % sur un trimestre et de 3,4 % sur un an (figure 5). En France métropolitaine, l'augmentation se limite à 0,6 % sur un trimestre, alors que le nombre de logements autorisés baisse encore de 3,4 % sur un an.

Sur la même période, 19 300 logements ont été commencés en Bretagne, ce qui correspond à une hausse de 0,9 % sur un trimestre et une baisse de 0,8 % sur un an (figure 6). En moyenne nationale, le nombre de logements commencés augmente de 1 % sur le trimestre et de 0,6 % sur l'année.

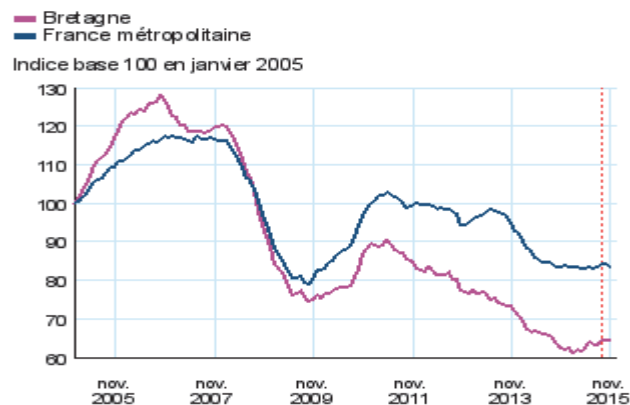
En Bretagne, avec 2,72 millions de mètres carrés, le cumul annuel de surfaces de locaux autorisés diminue de 5,8 % sur un trimestre (- 0,8 % en France). Entre octobre 2014 et septembre 2015, 2,03 millions de mètres carrés de locaux ont été commencés en Bretagne, soit une hausse de 5 % sur un trimestre (- 2,6 % en France).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

6 Évolution du nombre de logements commencés

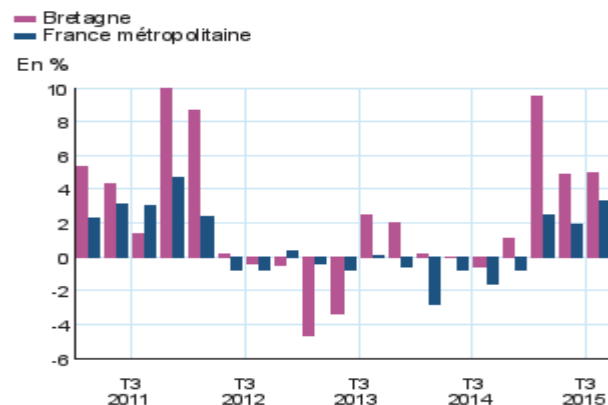


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

Très bonne fréquentation touristique

Au 3^e trimestre 2015, les hôtels bretons enregistrent 2 786 760 nuitées, en augmentation de 4,9 % par rapport au 3^e trimestre 2014 (figure 7). Tous les mois du trimestre ont vu leur fréquentation s'améliorer par rapport à la même période un an auparavant, en particulier ceux de juillet (+ 7,7 %), grâce notamment aux bonnes conditions climatiques, et septembre (+ 7,4 %). Le nombre de nuitées des touristes français augmente de 6,4 % alors que celui des touristes étrangers n'est qu'en légère hausse (+ 0,3 %). Au niveau national, le nombre trimestriel de nuitées croît de 3,3 %.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.
Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

Entre juillet et septembre 2015, les campings bretons enregistrent 8 598 930 nuitées, soit 5 % de plus que sur la même période en 2014. Le mois de juillet contribue le plus à cette hausse (+ 14,4 %). L'augmentation ne concerne que les touristes français (+ 8,8 %), alors que les nuitées des touristes étrangers diminuent de 4,9 %. Globalement, les touristes étrangers représentent toujours un quart de l'ensemble des campeurs. En France métropolitaine, l'augmentation des nuitées est moins importante (+ 2,3 %).

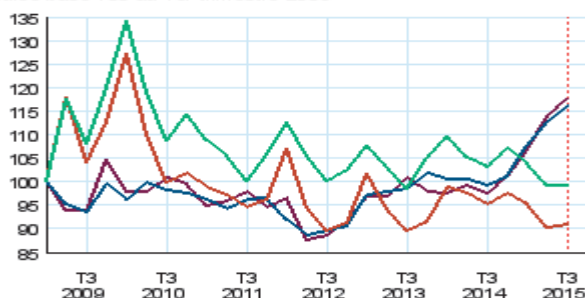
Créations et défaillances : une conjoncture à nouveau favorable

Au 3^e trimestre, 4 579 entreprises ont été créées en Bretagne. La création d'entreprises repart donc à la hausse, de 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, les créations d'entreprises sont malgré tout en baisse de 4,2 % (figure 8). En France métropolitaine, le nombre de créations progresse de 0,2 % sur un trimestre et diminue de 3,7 % sur un an.

8 Créations d'entreprises

■ Bretagne hors micro-entr.
■ France métro. hors micro-entr.
■ Bretagne y/c micro-entr.
■ France métro. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

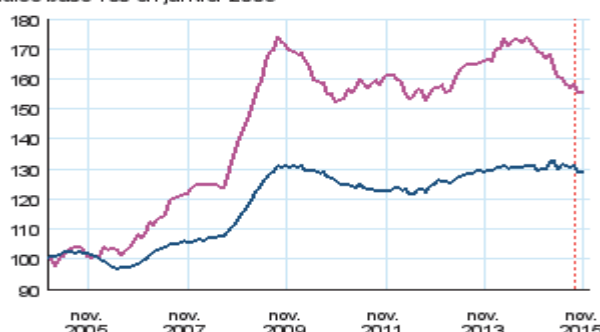
Les micro-entreprises représentent environ 40 % des entreprises créées au 3^e trimestre. Pour ce type d'entreprises, les créations sont en baisse. Hors micro-entrepreneurs, le nombre de créations (2 758) est en hausse de 3,2 % par rapport au 2^e trimestre 2015 et de 20,6 % sur un an. La situation bretonne est plus favorable que celle observée en France métropolitaine (respectivement + 2,8 % et + 16,9 %).

Entre octobre 2014 et septembre 2015, 2 666 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Par rapport au trimestre précédent, ce nombre est en recul de 1 % (-0,7 % en France métropolitaine) (figure 9). Sur un an, le nombre de défaillances diminue en Bretagne de 8,8 %, contre seulement 0,2 % au niveau national. ■

9 Défaillances d'entreprises

■ Bretagne
■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiden

Contexte national - En France, l'activité a rebondi au troisième trimestre (+ 0,3 % après 0,0 % au deuxième trimestre)

En France, le PIB a progressé de 0,3 % à l'été 2015, porté par le rebond de la production manufacturière et par l'accélération de l'activité dans les services marchands. Alors qu'il tendait à se redresser depuis fin 2014, l'emploi salarié marchand s'est stabilisé au troisième trimestre 2015. Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté. Le pouvoir d'achat des ménages, dont la progression atteindrait 1,7 % en 2015, son plus haut niveau depuis 2007, continue de soutenir leur consommation. Leur investissement en logement a continué de peser sur l'activité, mais cesserait de se replier d'ici mi-2016. Enfin l'investissement des entreprises accélérerait encore légèrement. Au quatrième trimestre, après les attentats meurtriers du 13 novembre à Paris, l'activité dans les services s'infléchirait à la baisse et le PIB n'augmenterait que de 0,2 %. Au premier semestre 2016, ces effets ne pèseraient quasiment plus et l'économie française accélérerait (+ 0,4 % par trimestre).

Contexte international - Au troisième trimestre, la progression de l'activité est restée solide dans les économies avancées

Dans les pays émergents, l'activité a faiblement redémarré au troisième trimestre 2015, après deux trimestres de fort ralentissement. La croissance semble se stabiliser en Chine, tandis qu'en Russie le PIB a cessé de se replier. Les importations des économies émergentes ont repris un peu d'élan, permettant une progression du commerce mondial à l'été après deux trimestres consécutifs de contraction.

Au troisième trimestre, l'activité a ralenti aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans la zone euro, le PIB s'est à peine infléchi à la baisse, pénalisé par un trou d'air dans les exportations. La reprise continue toutefois de se diffuser progressivement : l'accélération de l'emploi et des salaires ainsi que la diffusion de la récente baisse des prix du pétrole soutiennent le pouvoir d'achat des ménages. Au premier semestre 2016, la croissance des économies avancées resterait solide, notamment du fait d'une légère accélération dans la zone euro.

Insee Bretagne
36 place du Colombier -
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Olivier Biau

Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110
@Insee 2016

Pour en savoir plus :

- Au troisième trimestre 2015, le pouvoir d'achat des ménages rebondit et le taux de marge des sociétés non financières augmente / Insee. - Dans : Tableau de bord de la conjoncture (2016, janvier).
- Note de conjoncture : résistance / Insee Conjoncture (2015, décembre)
- L'emploi se stabilise au troisième trimestre 2015 / Insee. - Dans : Informations Rapides - Emploi salarié ; n° 299 (2015, décembre). - 2 p.
- 2^e trimestre 2015 : des signes d'amélioration à confirmer / Hervé Bovi, Valérie Molina ; Insee Bretagne. - Dans : Insee Conjoncture Bretagne ; n° 7 (2015, octobre). - 4 p.

